

Entre croissance du PIB et respect des engagements climat, il faut choisir !

<http://ideas4development.org/entre-croissance-du-pib-et-respect-des-engagements-climat-il-faut-choisir/>

Les divers engagements de la communauté internationale demandent que les émissions de CO₂ soient divisées par trois dans les trois prochaines décennies. Le GIEC ainsi que le « [modèle Gemmes-monde](#) » (développé par l'AFD) sont formels : il faut atteindre le plancher de zéro émission dans le courant de la seconde moitié de ce siècle si nous voulons conserver une planète accueillante. Respecter ces engagements exige de s'interroger sur l'impératif de la croissance du PIB, même dans un contexte économique déflationniste comme celui que connaît l'hémisphère nord actuellement. [Récemment exposé](#) par [Jean-Marc Jancovici](#) lors du séminaire « Énergie-climat-développement » de l'AFD, l'argument suivant permet de comprendre facilement le dilemme auquel nos économies sont confrontées.



*Produire toujours plus... annule les efforts pour lutter contre le changement climatique..
Photo © ILO in Asia and the Pacific*

Cette tribune a été publiée en avant-première sur le site



Il faut pour cela partir de l'[équation de Kaya](#). Très simple, cette dernière indique que les émissions de CO₂ (par exemple, au niveau planétaire) sont toujours égales au produit des ratios suivants :

- émissions de CO₂/énergie consommée au niveau mondial
- énergie consommée/PIB mondial
- PIB mondial/population
- population

$$\text{CO}_2 = \frac{\text{CO}_2}{E} \times \frac{E}{\text{PIB}} \times \frac{\text{PIB}}{\text{Pop}} \times \text{Pop}.$$

Pour respecter les engagements pris par la communauté internationale, il faut donc diviser par trois le produit des ratios listés ci-dessus. Quels sont les termes de l'équation que les acteurs engagés pour le développement durable des sociétés peuvent, veulent, faire baisser ?

La population ?

La tendance démographique mondiale est aujourd'hui majoritairement liée à la forte croissance de la [population d'Afrique subsaharienne](#), où les taux de fécondité restent élevés, voire augmentent dans certaines régions sahéliennes.

Contrairement à une certaine vulgate, volontiers répétée sans examen des données, il semble possible d'infléchir cette tendance démographique dans le cadre d'une approche intégrée incluant des activités visant à améliorer l'accès aux services de [planification familiale](#), contribuer à l'amélioration de la compréhension des enjeux démographiques, promouvoir l'éducation des filles, ou encore améliorer les [systèmes de protection sociale](#), l'enfant jouant un [rôle assurantiel](#) fort dans de nombreuses sociétés africaines.

Reste que, le long de la trajectoire médiane de l'ONU, la population mondiale devrait être multipliée par 1,25 d'ici 2050. Les politiques d'infléchissement de la courbe démographique énoncées à l'instant, pour indispensables qu'elles soient, ne porteront leur fruit que dans une génération. Donc, il faut a priori faire baisser les autres ratios de $3 \times 1,25 = 3,75$.

Le ratio PIB mondial/population ?

Aucun politique ne sera élu sur un programme promettant une baisse du revenu par habitant. C'est là que se loge notre fascination pour la croissance du PIB. Admettons qu'on veuille augmenter ce ratio de 2 % par an (ce qui est considérable). Cela veut dire doubler ce ratio avant 2050. Dans ce cas, il faut que le produit des autres ratios soit divisé par... $3,75 \times 2 = 7,5$.

Le ratio énergie consommée/PIB mondial ?

On n'observe pas de réel découplage au niveau mondial depuis 15 ans (voir la figure 1 ci-dessous) ; et notre prétendu découplage au niveau européen est en partie un leurre.

En effet, une part significative de l'apparente vertu énergétique du continent européen provient tout simplement du fait que nous avons délocalisé les usines, en Chine notamment, qui dissipent l'énergie nécessaire pour produire nos biens de consommation.

En outre, même la baisse de l'intensité énergétique du PIB mondial enregistrée jusqu'à la fin des années 1990 est discutable. Elle dépend fortement de conventions dans le calcul du PIB mondial dans le détail.

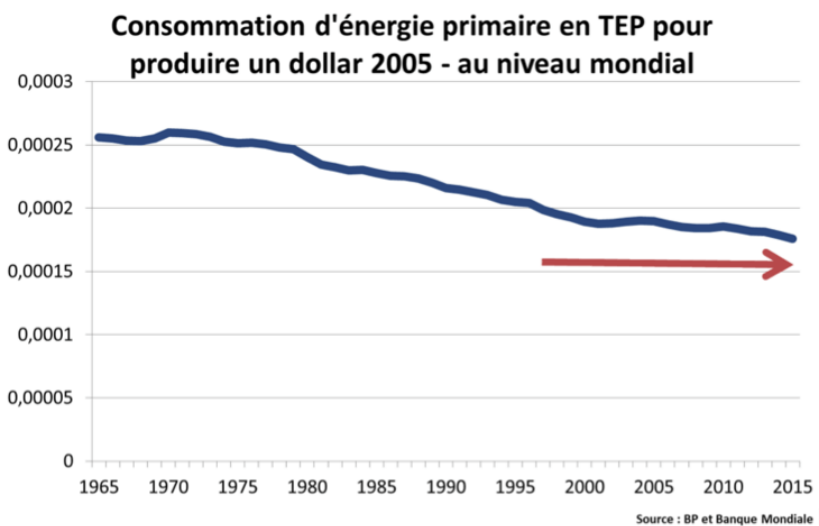


Figure 1 : le ratio énergie/PIB. BP/Banque mondiale, Author provided

On pourra donc gagner quelques points de % sur le ratio énergie/PIB en faisant beaucoup moins de gaspillage, en développant le recyclage, et en faisant de gros efforts d'efficacité énergétique, etc.

Mais [mes travaux](#) sur la dépendance du PIB à l'énergie suggèrent que l'on ne pourra pas aller très loin dans cette direction. Les thermodynamiciens sont d'accord sur ce point : il ne se passe pas grand-chose dans ce monde sans énergie... À moins de vider le PIB de tout contenu physique, le découplage absolu est impossible.

Le ratio CO₂/énergie ?

Ce ratio est celui de la « [transition énergétique](#) » : substituer des énergies moins émissives en CO₂ aux énergies fossiles. C'est le seul sur lequel, je crois, le monde a réellement les moyens d'intervenir à court terme, de manière volontariste et réaliste, même si la figure 2 (voir ci-dessous) montre que nous avons fait peu de progrès dans ce sens depuis les années 2000.

De là à réussir à le diviser par 7,5 en une génération, personne n'y croit, sauf [miracle technologique](#) sur lequel il serait imprudent de baser le sens de notre action.

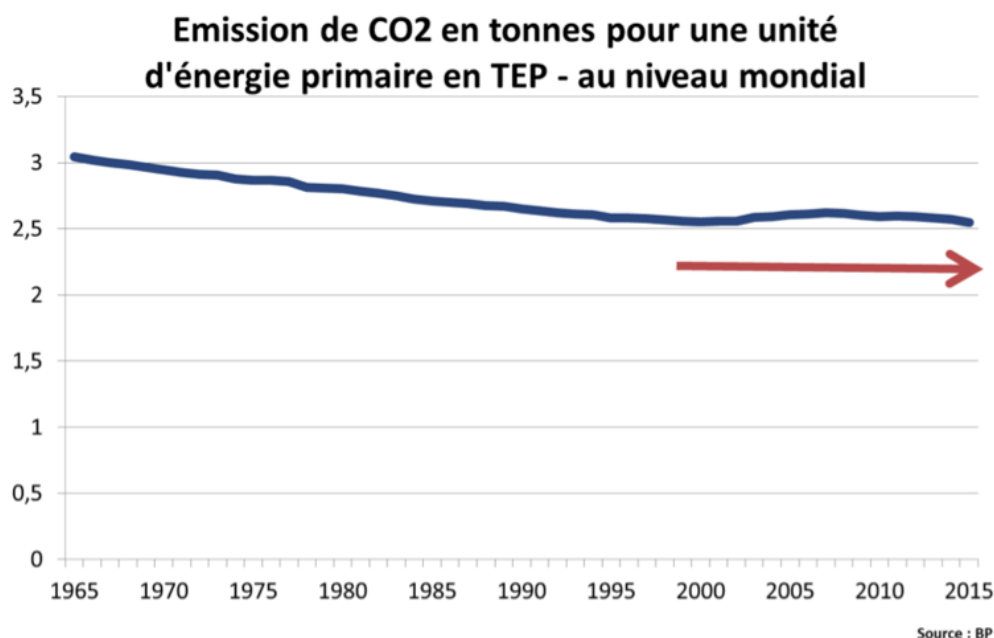


Figure 2: le ratio CO₂/énergie. BP, Author provided

Bien sûr, il y a d'autres moyens de réduire les émissions de CO₂ en plus de la modification d'un mix énergétique, qui, au niveau mondial, reste « fossile » à 80 % aujourd'hui : la fin de la déforestation, une agriculture [respectueuse des sols capables de stocker du carbone](#) (appelé le [4/1000](#)), la sobriété dans la consommation des plus riches, etc.

Mesurer la prospérité autrement

La problématique de l'économie mondiale est désormais la suivante : plus nous nous entêtons à vouloir faire croître le PIB/habitant, plus nous exigeons de nous-mêmes des efforts prométhéens sur le ratio CO₂/énergie.

Dit autrement, toute croissance, dans les années qui viennent, risque fort d'être condamnée à rester une « croissance brune », ou insuffisamment verte, compte tenu des impératifs climat que nous nous sommes fixés. Prendre au sérieux l'engagement du +2 °C à la fin du siècle rend [contradictoire](#) tout plaidoyer en faveur de la croissance du PIB.

Ceci ne veut nullement dire qu'il faille verser dans un plaidoyer pour la décroissance planétaire ; mais cela exige la conception et l'utilisation, par les décideurs publics comme privés, [d'autres indicateurs](#) de prospérité que le PIB.

Ce dernier est en effet depuis longtemps un très mauvais indicateur de la richesse produite, comme l'ont bien démontré les écrits de Dominique Méda, Florence Jany-Catrice, Jean Gadrey ou de Patrick Viveret, le rapport Stiglitz-Sen-Fitoussi, les indicateurs multidimensionnels de pauvreté d'Oxford, le Human Development Report Office (HDRO, New York), le Forum pour d'autres indicateurs de richesse (FAIR), etc.

La [loi française d'avril 2015](#) « visant à la prise en compte des nouveaux indicateurs de richesse dans la définition des politiques publiques » est un premier pas dans cette direction.

Des emplois avant tout

Du reste, dans de nombreux pays du Sud, et tout particulièrement en Afrique subsaharienne, la grande question posée est celle de savoir comment organiser le marché du travail pour que celui-ci puisse absorber les [jeunes générations à venir](#).

Or nous savons depuis les années 1990 que la croissance du PIB n'est plus nécessairement synonyme de reprise de l'emploi. Désormais, cela dépend des pays et, en particulier, du taux de pénétration des télécommunications récentes.

Autrement dit, la communauté internationale devra tôt ou tard prendre acte du fait qu'il est politiquement, socialement, économiquement beaucoup plus important de trouver un emploi pour le plus grand nombre que de faire augmenter le PIB. Les [printemps arabes](#) en témoignent, à leur manière.

Autant de points sur lesquels il nous appartient de faire preuve de pédagogie vis-à-vis des acteurs politiques et économiques au Nord comme au Sud. L'Amérique latine, avec le concept andin du *buena vida*, est probablement le continent le plus ouvert à cette problématique.

Bien sûr, il est possible d'envisager des objectifs géographiquement différenciés : la croissance du PIB pour les pays pauvres prioritaires, une « autre prospérité » pour les autres pays. Cela aurait d'autant plus de sens que les enquêtes sur le « bonheur subjectif » révèlent depuis plusieurs années, et avec une forte unanimité, qu'au-delà d'un certain seuil (environ 12 000 \$ par habitant), l'augmentation du PIB n'est plus corrélée avec l'augmentation du « bonheur éprouvé » par les populations.

Ce qui veut dire, a contrario, qu'en-deçà de ce seuil, il y a encore et toujours une forte corrélation (que confirme le bon sens !). En revanche, la corrélation de la croissance du PIB avec l'augmentation des émissions de gaz à effet de serre reste très forte quel que soit le niveau de développement des pays considérés.

Par conséquent, pour les pays émergents, et a fortiori pour les économies avancées, continuer d'augmenter le PIB n'est ni une garantie d'accroissement du bonheur des citoyens, ni une garantie d'augmentation de l'emploi. En revanche, c'est la garantie que le respect de nos engagements climatiques deviendra impossible.

Promouvoir l'augmentation du PIB des pays du Sud n'aurait de sens que si, dans le même temps, les pays du Nord s'engageaient à réduire volontairement leur revenu par habitant. [John Romer](#), de Yale, a fait une proposition voisine. La communauté internationale est-elle prête à l'assumer ?

Les opinions exprimées dans ce blog sont celles des auteurs et ne reflètent pas forcément la position officielle de leur institution ni celle de l'AFD.

«La croissance n'est plus la panacée»

<http://ideas4development.org/la-croissance-nest-plus-la-panacee/> Novembre 2015

Dans un contexte où la croissance mondiale ralentit, l'Afrique est perçue comme la dernière frontière d'une activité économique soutenue, sans pour autant entraîner la réduction des inégalités ou de la pauvreté. Ce phénomène, associé aux enjeux climatiques, incite à penser des modèles alternatifs de développement. Entretien avec Gaël Giraud, économiste en chef de l'Agence française de développement (AFD).

Cette interview a été publiée en avant-première sur



Pourquoi remettez-vous en cause la quête de croissance ?

Parce que **la hausse du produit intérieur brut n'est pas la panacée. Elle n'a jamais signifié réduction des inégalités, suppression de la pauvreté ni véritable prospérité.** L'Afrique connaît des taux de croissance significatifs sans que les populations soient plus prospères. Les inégalités vont continuer de croître et la répartition de la rente, essentiellement liée aux énergies fossiles, ne sera pas synonyme de prospérité pour tous. Il n'y a pas forcément de lien entre croissance, inégalités et prospérité...

Pourquoi la croissance mondiale va-t-elle en diminuant ?

Pour deux grandes raisons. La première, c'est qu'elle repose depuis deux siècles sur la consommation des énergies fossiles. A cause des enjeux climatiques, ce n'est plus possible. Seconde raison : la raréfaction du flux des ressources naturelles que nous sommes capables d'extraire du sous-sol pour alimenter cette croissance. Nous ne pouvons plus avoir, au Nord comme au Sud, la croissance comme seul projet de société. Du coup, **il faut inventer de nouveaux modèles compatibles avec l'absence de croissance**, instituer un autre rapport aux autres et aux choses.

Quelle est, selon vous, la voie à suivre ?

Mon hypothèse est que la transition écologique représente le vrai projet social, politique et économique à venir. Quelle planète allons-nous transmettre aux générations futures ? La réponse à cette question peut devenir un projet de société susceptible de créer des emplois, de donner du sens, même si, et j'allais dire, parce qu'**il suppose des transformations radicales**. Partout, nous aurons besoin de petits centres urbains innervés par des transports publics, sans voitures ni moteurs à explosion susceptibles d'aggraver la pollution. Il faudra apprendre à renoncer autant que possible à l'avion et avoir recours à une poly-agriculture biologique proche des centres urbains. Ce qui suppose une redistribution des revenus incompatible avec l'entêtement de certaines élites à s'octroyer des *good bye bonus* à 13 millions d'euros...

Ce modèle ne paraît-il pas utopique ? Les pays scandinaves sont-ils les seuls à prendre des initiatives dans ce sens ?

Beaucoup d'initiatives de terrain à la périphérie de nos sociétés vont dans cette direction. En France, les agriculteurs en Corrèze et dans la Creuse ont bien plus conscience de la nécessité de changer de modèle et de l'urgence des enjeux climatiques que les élites urbaines. Les lieux du pouvoir, financier surtout, sont les derniers à comprendre. Ils sont d'ailleurs les principaux lieux de résistance au

changement même si, à titre individuel, on trouve heureusement quelques prophètes courageux. A la périphérie de nos organisations sociales, la conscience et le désir d'avancer sont déjà présents.

Le lobby pétrolier ne joue-t-il pas, lui aussi, comme un frein ?

Certains, dans le vaste monde du pétrole, ont bien compris qu'un changement est indispensable. Total essaie déjà de diversifier ses activités en investissant dans les énergies renouvelables. On ne peut plus dire, aujourd'hui, que ce groupe soit focalisé sur les gisements de pétrole. Par ailleurs, se pose la question des permis d'exploiter donnés à ces sociétés. L'idée de *stranded assets* – des actifs interdits – commence à germer, pour limiter l'exploitation de gisements de gaz, de pétrole et de charbon. Va-t-on se coordonner internationalement pour le faire ? **Des investisseurs et [des financiers](#) réfléchissent à ces questions.** Ils estiment qu'il faut dès aujourd'hui désinvestir de sociétés qui exploitent des gisements d'énergies fossiles qui seront, à terme, interdits.

Attendez-vous du concret de la conférence de Paris sur le climat, la COP21 ?

Oui. La question posée aux diplomates lors de la [COP21](#) est celle-ci : Comment s'engager d'ici 2025 sur un chemin davantage que sur une cible définie – qui obligera tous les cinq ans à faire de grandes conférences internationales. La communauté internationale pourrait s'engager sur un corridor, lors de la COP21, avec une feuille de route qui devra être remise à jour sur la base du [traité négocié à Paris en 2015](#).

Quels sont vos axes de travail ?

Le principal axe porte sur la redéfinition de ce que doit être un bien commun mondial. **La propriété privée n'est pas l'alpha et l'oméga de nos économies.** Le vieux débat sur la relation entre les sphères marchandes et étatiques est complètement dépassé. Les biens communs mondiaux ne relèvent ni d'une gestion privée, ni d'une gestion publique bureaucratique, et ils sont indispensables à la survie d'une humanité digne et décente. Reste à savoir quelles sont les institutions à mettre en place pour les désigner, les promouvoir et les développer ?

Avez-vous un exemple ?

Prenons la faune halieutique dans le fond des océans. On sait que des espèces de poisson peuvent disparaître de manière définitive, comme la morue canadienne dans les années 1970. [Nos pratiques de pêche privée](#) brisent des chaînes de reproduction de poissons. Voulons-nous vivre en 2050 sur une planète où les océans seront peuplés de méduses ? Si oui, continuons à faire comme aujourd'hui. Sinon, mettons en place des organisations internationales pour prohiber la pêche en eaux profondes et organiser les ressources de manière commune.

Il en va de même pour les abeilles, qui risquent de disparaître à cause de notre usage forcené de néonicotinoïdes dans l'agriculture. Des économistes nous racontent que la robotisation du processus de pollinisation peut soutenir la croissance. En réalité, il y a fort à parier que ce sont des cohortes d'esclaves et surtout des femmes pauvres, comme on le voit déjà dans certains pays d'Asie, qui devront polliniser à la main. **De nouvelles institutions doivent prendre en charge la survie des abeilles.**